

Pas d'IRM pour le Centre Hospitalier !

Et c'est dommage!



Pas d'IRM pour le Centre Hospitalier !

Oui, c'est bien dommage, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, des IRM, il n'y a en pas pléthore. Ni dans le département, ni dans la région et encore moins en France. Pour vous donner un ordre d'idées, en 2017, notre pays pointait au 10e rang européen sur le ratio IRM par million d'habitants, avec 14.780 appareils, soit moitié moins que l'Italie et très loin derrière l'Allemagne (34.710). Je n'ai pas de données plus récentes, mais, il y a peu chances qu'en 4 ans, nous ayons rattrapé le retard. Le phénomène n'est pas nouveau. Dans les années 80-90, nous avions le même handicap par rapport à nos voisins avec les scanners. À tel point que les habitants des départements frontaliers du nord et de l'est prenaient les rendez-vous urgents en Belgique ou en Allemagne. Il a fallu attendre l'aube des années 2000 pour rétablir la situation et un maillage territorial à peu près correct,

Alors, me direz vous, comment se fait il que la France, membre à part entière du G20, septième puissance économique mondiale, pratique une politique d'autorisation d'équipements lourds aussi restrictive ?

Il semblerait que, contrairement à ce qu'a démontré Darwin en son temps, nos décideurs du ministère de la Santé pensent que c'est l'organe qui crée la fonction et non l'inverse ! En clair, un appareil génère des actes et les actes des remboursements. Et donc, pour limiter les dépenses, il suffit de limiter les dotations, CQFD !

Raisonnement quand même un peu spécieux qui voudrait dire qu'un médecin ne prescrirait pas d'Irm sous prétexte qu'il n'a pas d'appareil à proximité à sa disposition. Il est pourtant certain qu'il en fera la demande s'il pense que c'est l'examen indispensable pour son patient. Il est probable qu'il pestera après le délai de rendez-vous et peut être qu'entre temps, il demandera d'autres explorations qui n'auraient peut être pas été nécessaires si l'Irm avait eu lieu à temps. Car, cela fait des dizaines d'années que la communauté médicale et les sociétés savantes répètent qu'il ne peut pas exister de politique de substitution des examens d'imagerie sans un parc d'appareils suffisant et une répartition territoriale harmonieuse. Il y a aujourd'hui consensus pour dire que, sauf bien entendu contre-indication formelle, l'Irm cérébral devrait remplacer le scanner cérébral mais pour toutes les raisons évoquées ici...

L'autre raison pour laquelle ce rejet de demande d'autorisation est dommageable, c'est que cette technique d'imagerie par résonance magnétique est un vrai plus dans la démarche diagnostique. Il est vrai que c'est un appareil qui demande un gros investissement, à l'achat et en coût de maintenance, mais à partir du moment où on a l'espace pour l'installer et le personnel médical et para-médical pour la faire fonctionner, rien ne devrait s'opposer à son acquisition,

À ce propos, on ne peut que se réjouir que le Centre Hospitalier d'Auch ait reçu l'autorisation pour une Irm public. Et il est également réconfortant de constater qu'une fois la légitime déception digérée, la communauté médicale, les élus locaux, départementaux, régionaux, nationaux sont prêts à repartir au combat et à présenter de nouveau le dossier pour la prochaine « fenêtre » (c'est le terme approprié). Allez, le prochain article consacré à l'Irm sera pour l'inauguration officielle. On prend date.